



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

**Travaux de remplacement du gazon synthétique du
Terrain de Football du Complexe Sportif Léo
Lagrange**

Date et heure limites de réception des offres :
Vendredi 10 mai 2024 à 9h00

**MAIRIE DE BONNEUIL-SUR-MARNE
7 RUE D'ESTIENNE D'ORVES
94380 BONNEUIL-SUR-MARNE**

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne le **remplacement du gazon synthétique du terrain de football du complexe sportif Léo Lagrange**

Lieu(x) d'exécution :

Centre sportif Léo Lagrange
1-3 rue Auguste Delaune
94380 Bonneuil sur Marne.

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique et au Cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux (CCAG Travaux).

1.3 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

1.4 - Décomposition de la consultation

Comme le prévoit les articles L. 2113-10 et R2113-2 du Code de la commande publique, il n'est pas prévu de décomposition en lots.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
39290000-1	Aménagements divers
45112720-8	Travaux d'aménagement paysager de terrains de sport et d'aires de loisirs
45112720-8	Travaux de construction d'ouvrages pour terrain de sports

1.6 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des Articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

2.3 - Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

2.4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité requise pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de cette obligation de confidentialité.

3 - Les intervenants

3.1 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par la société :

SPORTS CONCEPT INGENIERIE
23 rue de corn lan ar bleis
29750 Loctudy

4 - Conditions relatives au contrat

4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

Le délai d'exécution des prestations est fixé au CCAP et ne peut en aucun cas être modifié.

4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les prestations seront imputées sur les crédits d'investissement de la commune.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

5 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes

- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- La décomposition des prix globale et forfaitaire (DPGF)
- Le cadre de mémoire technique
- Le « Diagnostic technique de la couche de souplesse d'un terrain de Football en gazon synthétique dans le cadre de sa rénovation du Complexe sportif Léo Lagrange de Bonneuil-sur-Marne »
- La déclaration de sous-traitance (DC4)
- Le DUME

Le dossier de consultation des entreprises est disponible gratuitement à l'adresse électronique suivante : <https://www.ville-bonneuil.fr/71/marches-publics.htm>.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

6 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

6.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés
Attestations sur l'honneur de non interdiction de concourir pour le candidat individuel ou chaque membre du groupement, en application des articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique (formulaire DC1)

La lettre de candidature et d'habilitation du mandataire par ses cotraitants : identification du candidat, le cas échéant de la nature du groupement, du lot concerné, de l'habilitation éventuelle du mandataire par ses cotraitants (formulaire DC1)
Présentation de la société : raison sociale, forme juridique, les éléments relatifs au pouvoir de la personne habilitée pour engager le candidat (formulaire DC2)
Renseignements sur l'emploi de salariés étrangers entrant dans le cadre des articles D8254-2 et L5221-2 du code du travail

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés
Chiffre d'affaires au cours des 3 derniers exercices connus
Les bilans des 3 dernières exercices

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés
Tout justificatif permettant d'illustrer les garanties professionnelles du candidat (références, certificats de qualifications ou tout autre moyen garantissant la capacité professionnelle).
Moyens humains et matériels généraux dont dispose le candidat.

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Oui
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin)	Non

Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat	Non
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat	Non
Si le candidat le souhaite : tout document attestant de la compétence de l'entreprise à réaliser la prestation pour laquelle elle se porte candidate (qualifications, certifications, etc..)	Non

Certificat de qualifications et/ou de qualité demandés aux candidats :

Libellés	Signature
QUALISPORT 103 Terrains Grands Jeux – Gazon synthétique Pose Revêtement	Non

Le certificat précité pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les **formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat)**, disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr, soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Le candidat pourra joindre, s'il le souhaite, les documents exigés aux articles R2143-6 au R2143-8 du Code de la commande publique les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du Code du Travail ; ces pièces sont à produire tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du contrat,

- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales.

Afin de satisfaire à ces obligations, le candidat établi dans un Etat autre que la France doit produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays. L'attributaire envisagé devra produire ces dernières pièces dans un délai de 6 jours à compter de la demande réalisée par la personne publique si ces dernières ne sont pas produites au moment de l'offre.

Pièces de l'offre (sous peine de rejet de l'offre) :

Libellés
L'acte d'engagement (AE)
La décomposition des prix globale et forfaitaire (D.P.G.F)
Le C.C.T.P. et le C.C.A.P signés, lus et acceptés sans réserve
L'attestation d'assurance décennale adaptée aux travaux de réalisation de revêtement de sols sportifs de plein air en gazon synthétique
<u>Le mémoire technique synthétique spécifique au chantier permettant d'apprécier :</u> <ul style="list-style-type: none">• Le mode d'organisation (10 pages maxi) <i>(Forme administrative du candidat, identification des intervenants, co-traitance, sous-traitance déclarée ou envisagée, prestataires, organigramme fonctionnel)</i>• Les moyens mis en œuvre (10 pages maxi) <i>(Identification des encadrants avec CV ou expérience professionnelle, constitution des équipes par typologie de travaux, adéquation des moyens matériels à la réalisation des travaux, etc...)</i>• Le Mode opératoire (10 pages maxi) <i>(Description des modes opératoires, prises en comptes des particularités du projet et des conditions d'accès, etc...)</i>• Une Note qualité et environnementale (10 pages maxi) <i>(Pertinence du Plan d'Assurance Qualité, Schéma Organisationnel de Suivi et Elimination des Déchets, mesures prises pour limiter les nuisances de chantier, etc...)</i>
<ul style="list-style-type: none">• La Liste des produits ou fournisseurs envisagés, les fiches produits conformes aux critères du CCTP, garantie des principaux produits mis en œuvre, etc... permettant de juger la qualité et la conformité des matériaux.
<ul style="list-style-type: none">• Le planning prévisionnel (indiquant le délai de préparation de travaux nécessaire pour la production et l'approvisionnement des matériaux) en tenant compte de la période souhaitée des travaux (fin des travaux le 26 juin 2024)

Toutes les documents fournis doivent être rédigées en langue français (ou accompagnés d'une traduction en langue française) sous peine de nullité de ces documents en langue étrangère.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

6.2 - Visites sur site

La visite préalable du site par les candidats est très fortement conseillée mais n'est pas organisée. Toutes éventuelles questions se fera exclusivement via la plateforme pour l'égalité des candidats.

7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

Il appartient au candidat de ne pas attendre le jour de la date limite de dépôt des offres pour engager la

procédure de dépôt d'une offre dématérialisée.

Il est de la responsabilité de chaque candidat de prévoir un temps suffisant pour déposer une offre dématérialisée avant la date et l'heure limites de remise des offres. La date et l'heure de réception d'un pli dématérialisé correspondant au dernier octet reçu sur la plateforme de dématérialisation. Le candidat doit anticiper les délais nécessaires au téléchargement de son offre dématérialisée compte tenu notamment de la taille de ses fichiers et des débits de connexion Internet.

7.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.ville-bonneuil.fr/71/marches-publics.htm>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente. **Seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur.**

Chaque document pour lequel une signature est requise doit faire l'objet d'une signature électronique au format XAdES, CAdES ou PAdES. La signature électronique du pli ne vaut pas signature des documents qu'il contient.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique, la signature doit être une signature avancée reposant sur un certificat qualifié, tel que défini par le règlement européen n° 910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques (eIDAS). Toutefois, les certificats de signature de type RGS demeurent valables jusqu'à leur expiration.

Le certificat de signature qualifié est délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement eIDAS. Une liste de prestataires est disponible sur le site de l'ANSSI (<https://www.ssi.gouv.fr/>). Il peut aussi être délivré par une autorité de certification, française ou étrangère. Le candidat devra alors démontrer son équivalence au règlement eIDAS. **Au vu des délais d'obtention qui peuvent être allongés, le candidat est fortement invité à anticiper sa demande de certificat de signature électronique auprès du prestataire.**

Le candidat qui utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, ou un certificat délivré par une autre autorité de certification, doit transmettre gratuitement le mode d'emploi permettant la vérification de la validité de la signature.

La signature électronique des documents est exigée au stade du dépôt de l'offre. Une signature manuscrite devra en plus être apposée sur l'acte d'engagement, le CCTP et le CCAP.

Pour signer électroniquement, le candidat peut utiliser l'un des trois formats de signature autorisés par la réglementation (XAdES, CAdES ou PAdES). Le pouvoir adjudicateur préconise toutefois l'utilisation d'une signature électronique au format pAdES.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

7.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

8 - Examen des candidatures et des offres

8.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

8.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre inappropriée ou irrégulière sera systématiquement éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés sur 100 points de la manière suivante :

Critères	Pondération
1 - Valeur technique	70.0
<i>1.1-Mode d'organisation (Forme administrative du candidat, identification des intervenants, co-traitance, sous-traitance déclarée ou envisagée, prestataires, organigramme fonctionnel)</i>	10.0
<i>1.2-Moyens mis en œuvre (Identification des encadrants avec CV ou expérience professionnelle, constitution des équipes par typologie de travaux, adéquation des moyens matériels à la réalisation des travaux, etc...)</i>	10.0
<i>1.3-Mode opératoire (Description des modes opératoires, prises en comptes des particularités du projet et des conditions d'accès, etc...)</i>	10.0

1.4- Qualité des matériaux (<i>Liste des produits ou fournisseurs envisagés, fiches produits, garantie des principaux produits mis en œuvre, etc...</i>)	10.0
1.5- Note qualité et environnementale (<i>Pertinence du Plan d'Assurance Qualité, Schéma Organisationnel de Suivi et Elimination des Déchets, mesures prises pour limiter les nuisances de chantier, etc...</i>)	10.0
1.6- Délais (<i>Détail et cohérence du planning prévisionnel</i>)	20.0
2 - Prix des prestations	30.0

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 100. La pondération de chaque critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat. Celle de chaque sous-critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

Barème de notation :

- L'offre moins-disante a 30 points.
- Les suivantes ont (P = nombre de points à attribuer) :
 - Si offre du candidat inférieure à la moyenne des offres :

$(P - P/10) - (P/10 \times [(offre\ du\ candidat - moyenne\ des\ offres)/(moyenne\ des\ offres - offre\ moins\ disante)])$

- Si offre du candidat supérieure à la moyenne des offres :

$P - (P/10 \times (offre\ du\ candidat / moyenne\ des\ offres))$

Les offres paraissant anormalement basses au Pouvoir Adjudicateur pourront être rejetées sur décision motivée.

Des précisions seront demandées et vérifiées, elles porteront notamment sur des sous détails des éléments constitutifs des prix des différents postes en distinguant :

- Les coûts directs décomposés en salaires et charges, dépenses de matériaux et de consommables, dépenses de matériels.
- Les frais généraux, exprimés en pourcentage des coûts directs
- La marge pour risques et bénéfices exprimée en pourcentage de l'ensemble des deux postes précédents.

La notation technique sera effectuée de manière globale en retenant l'échelle de notation suivante :

Notes	Contenu du mémoire
0 %	Renseignements non fournis : le mémoire technique ne traite d'aucun élément relatif au projet pour le sous critère concerné.
25%	Renseignements très imprécis : le mémoire technique ne traite que de quelques éléments relatifs au projet pour le sous critère concerné. Offre insuffisante pour le sous critère concerné
50%	Renseignements fournis répondant aux attentes minimales du projet Le mémoire technique traite des éléments principaux relatifs au projet mais ne présente aucun avantage particulier par rapport aux autres candidats. Offre suffisante pour le sous critère concerné

75%	Renseignements fournis correspondant aux attentes du projet. Le mémoire technique présente un minimum d'avantages particuliers par rapports aux autres candidats, ceci sans tomber dans la surqualité ou la surqualification Offre jugée bonne et avantageuse pour le sous critère concerné
100%	Renseignements fournis complets, explicites et parfaitement adaptés au projet. Le mémoire technique traite de façon circonstanciée l'ensemble des éléments du projet pour le sous critère concerné. Le mémoire technique présente un grand nombre d'avantages particuliers par rapports aux autres candidats, ceci sans tomber dans la sur qualité ou la surqualification Offre jugée très intéressante pour le sous critère concerné

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

8.3 - Suite à donner à la consultation

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'engager des négociations avec un ou plusieurs candidats de son choix. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

Dans ce cadre d'une négociation, celle-ci sera engagée, par tout moyen (sous forme écrite, audition, réunion, ...), avec les candidats dont les offres, à l'ouverture des plis, sont susceptibles de répondre au mieux aux besoins de la collectivité. L'invitation à négocier fixera les modalités de cette phase. Toutefois, cette phase de négociation ne pourra avoir pour effet de remettre en cause les exigences minimales du cahier des charges.

Cependant, la collectivité pourra estimer que compte tenu de la qualité des offres, la négociation n'est pas nécessaire. Il est donc de l'intérêt du candidat d'optimiser son offre initiale.

A l'occasion de cette éventuelle phase de négociation, les soumissionnaires ayant présenté une offre irrégulière ou inacceptable pourront être invités à la régulariser.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

9 - Renseignements complémentaires

9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.ville-bonneuil.fr/71/marches-publics.htm>

Cette demande doit intervenir au plus tard 3 jours avant la date limite de réception des offres.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 3 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

9.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

*Tribunal Administratif de Melun
43 rue du Général De Gaulle
Case Postale 8630
77008 MELUN CEDEX Case Postale 8630
Tél : 01 60 56 66 30
Télécopie : 01 60 56 66 10*

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat).
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

*Tribunal Administratif de Melun
43 rue du Général De Gaulle
Case Postale 8630
77008 MELUN CEDEX Case Postale 8630
Tél : 01 60 56 66 30
Télécopie : 01 60 56 66 10*